

COMMUNE DE POCÉ-LES-BOIS

Département d'Ille-et-Vilaine

Date de mise en ligne : 29/04/2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**SÉANCE DU 23 AVRIL 2024***Affaire n°23-2024*

L'an deux mille vingt-quatre, le **vingt-trois avril** à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de POCÉ-LES-BOIS, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Mme Christine HAIGRON, 1^{ère} Adjointe, qui assure la suppléance du Maire, empêché.

Date de la convocation : le 18 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents ou représentés : 9

Étaient présent(e)s : Mme Christine HAIGRON (1^{ère} Adjointe) - M. Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint) - Mme Dorothee du PONTAVICE - Mme Danielle DROUYER - M. Raboana RANAIVO - M. Christian BELLIER - Mme Aurélie HAILLOT - M. Albéric JOHANET.

Étaient absent(e)s et excusé(e)s : M. Frédéric MARTIN (Maire) - M. David BERTIER (2^{ème} Adjoint) - Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjointe) - M. Kévin BEAUGRAND - Mme Fabienne FROMONT.

Étaient absents : M. Thierry MONTENAT.

Pouvoir : Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjointe) à M. Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint).

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL – Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Mme Christine HAIGRON, 1^{ère} Adjointe, expose à l'assemblée :

Vu l'article 72 de la Constitution,

Vu les articles L714 à L714-13 du code général de la fonction publique,

Vu les articles 1, 2 et des annexes du décret 91-875 du 6 septembre 1991,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour certains agents publics civils de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 18 avril 2024,

Considérant que le conseil municipal peut instituer une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat aux agents publics dont la rémunération brute du 01/07/2022 au 30/06/2023 est inférieure ou égale à 39 000€ (soit en moyenne 3 250€ par mois).

Il est proposé à l'assemblée d'instaurer la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat qui est instaurée selon les modalités suivantes :

Pour bénéficier de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, les agents publics (titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public) doivent remplir **les conditions cumulatives suivantes** :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023,
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023,
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000€ au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

La rémunération brute mentionnée correspond à celle définie à l'article L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, soit les éléments soumis à la CSG avant abattement : traitement indiciaire brut, NBI, indemnité de résidence, SFT, régime indemnitaire : RIFSEEP, IAT, IEMP, PSR, ISS, indemnité compensatrice de la CSG.

Sont déduits de la rémunération brute les éléments suivants de rémunération versés au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 :

- Le transfert primes/points,
- La GIPA,
- Les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1^{er} du décret du 25 février 2019 , dans la limite dans la limite de 7500 € sur la période d'un an, soit :
 - ✓ Les IHTS,
 - ✓ Les heures complémentaires versées aux agents à temps non complet,
 - ✓ l'IFTS élections,
 - ✓ Les heures d'intervention pendant les astreintes,

Cette prime exceptionnelle doit être versée au plus tard le 30 juin 2024.

Le montant cette prime exceptionnelle de pouvoir d'achat est proratisée en fonction du temps de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

L'autorité territoriale fixera par arrêté :

- la liste des agents concernés, au regard des modalités d'attribution définies par le décret 2023-1006 et listées ci-dessus.
- les modalités de versement (mois de paiement, ...)
- le montant alloué à chacun en fonction de la rémunération brute des agents concernés sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Entendu l'exposé de Mme Christine HAIGRON, 1^{ère} Adjointe, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

- d'**INSTAURER** la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour les agents de la Commune de Pocé-les-Bois ;
- de **FIXER** le montant cette prime comme suit, en fonction de la rémunération brute calculée pour chaque agent sur la période de référence :

Rémunération perçue du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat	Plafonds réglementaires
Inférieure ou égale à 23 700€	800 €	800€
Supérieure à 23 700€ et inférieure ou égale à 27 300€	700 €	700€
Supérieure à 27 300€ et inférieure ou égale à 29 160€	600 €	600€
Supérieure à 29 160€ et inférieure ou égale à 30 840€	500€	500€
Supérieure à 30 840€ et inférieure ou égale à 32 280€	400€	400€
Supérieure à 32 280€ et inférieure ou égale à 33 600€	350€	350€
Supérieure à 33 600€ et inférieure ou égale à 39 000€	300€	300€

- de **PRÉCISER** que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- de **PRÉCISER** que les dispositions ci-dessus évolueront automatiquement au regard de la réglementation en vigueur.

Fait et délibéré à Pocé-les-Bois, le 23 avril 2024.

Pour extrait conforme,

Pour le Maire empêché,
La 1^{ère} Adjointe,
Christine HAIGRON



Le Secrétaire de séance,
Albéric JOHANET